

Valoriser l'apprentissage: l'économie a aussi des devoirs

L'invité

Christophe Reymond

Directeur du
Centre patronal



Si l'on veut mener efficacement le combat qui vise à mieux valoriser la formation professionnelle, tous les acteurs concernés ont un rôle à jouer. L'école et les services d'orientation bien sûr, l'État et son administration sans doute, les parents des jeunes gens arrivant à l'adolescence évidemment. On ne doit cependant pas oublier, du côté de l'offre, les responsabilités qui incombent aux entreprises et aux associations professionnelles.

D'un point de vue quantitatif, celles-ci font globalement le travail. Les acteurs économiques proposent, bon an, mal an, une moyenne de 80'000 places de formation à chaque nouvelle volée. Le nombre est très convenable et les difficultés tiennent plutôt à ceci que, dans certains secteurs (la construction, l'hébergement et la restauration, l'industrie), on peine à recruter malgré des efforts remarquables pour présenter les métiers.

L'attitude d'un certain nombre d'entreprises est en revanche plus problématique, parce que de nombreux employeurs rechignent à engager des apprentis trop jeunes, de sorte que l'âge moyen d'entrée en apprentissage est désormais bien supérieur à 18 ans. Les entreprises devraient pourtant s'efforcer d'épouser le rythme naturel de la formation

professionnelle, qui veut qu'on commence son apprentissage à la sortie de l'école obligatoire et non pas deux ou trois ans plus tard, même si la différence de maturité est sensible entre un jeune de 16 ou de 18 ans.

On sait qu'un des défis consiste à augmenter le nombre d'élèves qui, ayant fini l'école, entrent directement en formation professionnelle. Dans notre canton, ce n'est même pas le cas de 20% d'une cohorte, tandis que la moitié s'en va au gymnase et le quart dans ces voies de transition trop nombreuses qui ont pour effet de relancer les jeunes dans un tour d'école afin qu'ils élaborent un projet de formation. Quand on pense que, finalement, la moitié d'une volée finira par obtenir un CFC, on mesure l'inefficacité du système et la responsabilité de tous les acteurs pour optimiser les choses.

À l'égard des associations professionnelles, qui jouent un rôle fondamental dans la définition du contenu des formations, on entend aussi des critiques. Certains cursus requièrent des connaissances très pointues, qui surprennent même des professionnels chevronnés. Pas seulement parce qu'on s'adapte aux évolutions du métier, mais parce qu'on en demande toujours plus, parfois trop.

Rappelons que l'apprentissage constitue une base, une formation initiale, à commencer jeune, aboutissant à un CFC qui ne signifie pas que son titulaire maîtrise tous les raffinements d'une profession. Le système est conçu afin que la spécialisation intervienne dans un second temps, pour ceux qui le peuvent et le souhaitent. C'est ce qui fait sa force.